

Philippe VIGIER

Président du Groupe de l'Union des Démocrates
et Indépendants
Député d'Eure-et-Loir

François ZOCCHETTO

Président du Groupe de l'Union des Démocrates
et Indépendants-UC
Sénateur de la Mayenne

Paris, le 5 novembre 2014

Monsieur le Président de la République,

Alors que la première moitié de votre quinquennat s'achève, vous allez aujourd'hui vous adresser aux Français et aux Françaises. Ils n'ont jamais été aussi inquiets quant à leur avenir personnel et collectif. Il est impératif que le message que vous leur adresserez soit à la hauteur de leur colère, de leur désespérance et de leurs attentes.

Vous avez voulu placer votre quinquennat sous le signe du redressement dans la justice. Deux ans et demi plus tard, le pays s'est enfoncé plus encore dans la crise et tous les indicateurs économiques sont au rouge. La croissance est nulle, le chômage atteint mois après mois des niveaux records, la dette explose et la réduction des déficits publics est sans cesse repoussée.

Pourtant jamais les efforts demandés aux Français, en particulier aux classes moyennes et aux plus fragiles, n'ont été aussi importants, contrairement à vos engagements de justice sociale.

Plus encore, à cette crise économique et sociale s'est ajoutée une crise de confiance qui atteint l'ensemble des dirigeants politiques.

Votre responsabilité est engagée car vos erreurs et vos échecs ont enlisé la France dans la crise.

Vous vous êtes attaqué au pouvoir d'achat de 9,5 millions de salariés et de salariées en supprimant la défiscalisation des heures supplémentaires et vous avez supprimé les mesures en faveur de la compétitivité des entreprises dès votre arrivée au pouvoir. Vous ne cessez depuis de courir après ces malheureuses décisions qui ont d'abord atteint les plus fragiles de nos compatriotes.

Vous avez cru pouvoir inverser la courbe du chômage avec votre seule boîte à outils, tout en étouffant la France de charges et en vous attaquant à des secteurs vitaux pour l'emploi.

Vous avez lancé trop tardivement un pacte de responsabilité et de solidarité qui n'est toujours pas en application et dont chacun sait qu'il ne sera pas assez puissant pour constituer le sursaut économique et social tant attendu.

Monsieur François HOLLANDE

Président de la République
55, rue du Faubourg Saint-honoré
75008 PARIS

Vous avez fragilisé la parole présidentielle, miné la cohésion sociale, alimenté la contestation de votre légitimité et brisé la confiance des Françaises et des Français, dont l'adhésion à l'effort de sortie de crise est pourtant le plus puissant des moteurs.

Nous nous refusons à voir la France prendre le chemin du déclin. Le déclin n'est pas une fatalité. Il est encore temps pour vous, monsieur le Président de la République, d'exercer le pouvoir pour la France seulement, sans être bridé par l'idéologie obsolète d'une fraction de la famille politique dont vous êtes issu.

Nous vous demandons de ne plus perdre une seule minute pour la seconde partie de votre quinquennat.

La première urgence, c'est d'agir fortement pour l'emploi et le pouvoir d'achat, qui constituent votre échec le plus grave. Il vous appartient de prendre immédiatement trois décisions issues du « programme de redressement républicain » proposé par Jean-Louis Borloo le 6 mai 2013 : baisser massivement les charges pesant sur le pouvoir d'achat et sur le coût du travail, relancer les secteurs du bâtiment et des travaux publics et celui des services à la personne et lancer un grand plan en faveur de l'apprentissage afin de doubler le nombre d'apprentis en France, et faire ainsi passer un message fort à la jeunesse, trop souvent dans le doute.

Ces décisions immédiates, dont la nécessité n'est aujourd'hui plus contestée par aucune des forces républicaines, constitueront un signal puissant pour les Françaises et les Français qui attendent que nous puissions nous entendre sur la question essentielle de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Nous sommes également convaincus que vous devez mettre la deuxième partie de votre mandat à profit pour réaliser les véritables réformes structurelles sans lesquelles il sera impossible de sortir la France de la crise et la préparer la France aux défis de la mondialisation. Réforme de l'Etat et des collectivités territoriales, réforme de la protection sociale, réforme des retraites et de la santé, réforme de la formation professionnelle tout au long de la vie, rénovation de la démocratie sociale et transition écologique sont six chantiers essentiels sur lesquels vous piétinez depuis le début du quinquennat.

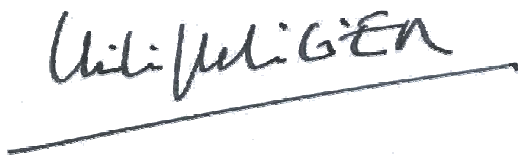
Pour y parvenir, nous vous demandons de mettre en place une méthode et un calendrier clairs, de vous appuyer sur l'écoute, le compromis, le rassemblement le plus large possible.

Vous devez redonner confiance à nos entrepreneurs, les convaincre que les efforts qu'ils accomplissent et les risques qu'ils prennent seront reconnus. Vous devez convaincre nos jeunes talents que la France reste un pays dans lequel ils pourront faire prospérer leur dynamisme. Vous devez redonner une place centrale aux valeurs de travail, de mérite et de contribution à l'effort collectif.

Vous devrez ainsi dépasser les desseins électoraux et les considérations partisans et corporatistes, pour engager les transformations profondes et en faire des mutations irréversibles. Vous devrez enfin permettre à nos concitoyens de se reconnaître à nouveau dans leurs institutions, qui leur semblent coupées de leurs quotidiens, et favoriser l'expression du plus grand nombre en instaurant une part de proportionnelle.

Ce chemin est exigeant mais il s'agit du seul possible pour la France. C'est dans un esprit résolument constructif et républicain, persuadés que l'intérêt général de la Nation est en jeu, que nous vous invitons à le proposer aujourd'hui aux Françaises et aux Français, pour leur redonner enfin confiance, pour leur redonner enfin espoir, pour réussir pour la France.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de notre très haute considération.



Philippe VIGIER



François ZOCCHETTO